

LETTRE DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres du Réseau des jeunes chercheurs, Chères lectrices, Chers lecteurs,

Nous sommes ravis de vous retrouver après la pause estivale avec cette nouvelle Lettre qui ouvre l'année universitaire. Vous y trouverez l'activité de juin, juillet, août. Nous la publions tardivement, ce pour quoi nous vous prions de nous excuser, du fait du surcroît d'activité inhérent à la rentrée universitaire. Nous espérons publier la Lettre pour les actualités du mois de septembre très prochainement !

Nous profitons de la parution de cette Lettre pour vous annoncer que la demi-journée initialement prévue pour le 13 septembre 2019, sur le thème **Le droit international face aux enjeux environnementaux des territoires insulaires**, a été finalement reportée au **14 novembre 2019** à l'Université Paris 8. Vous retrouverez le programme de la demi-journée en page 4.

En pages 2 et 3 de la Lettre, vous trouverez également le compte-rendu de la Seconde Rencontre Mondiale des Sociétés pour le Droit International, qui s'est tenu à La Haye au début du mois de septembre à l'initiative de la SFDI.

En espérant vous retrouver nombreux à la demi-journée du 14 novembre, nous vous souhaitons une bonne lecture,

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

SOMMAIRE

COMPTE-RENDU DE LA DEUXIEME RENCONTRE MONDIALE DES SOCIETES POUR LE DROIT INTERNATIONAL	2
PROGRAMME DE LA DEMI-JOURNEE DU RESEAU DU JEUNES CHERCHEURS DU 14 NOVEMBRE	4
NOUVELLES EN VRAC.....	5
APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI.....	5
JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL.....	6
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	6
COUR PENALE INTERNATIONALE	6
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME.....	11
COUR INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME.....	13
COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES	14
ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.....	16
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES	16
CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES	18
COMITES DU CONSEIL DE SECURITE DES NU RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME	19
COMITE DU CONSEIL DE SECURITE FAISANT SUITE AUX RESOLUTIONS 1267 (1999), 1989 (2011) ET 2253 (2015) CONCERNANT L'EILIL (DAECH), AL-QAIDA ET LES PERSONNES, GROUPES, ENTREPRISES ET ENTITES QUI LEUR SONT ASSOCIES.....	19
COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES.....	19
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL.....	21
BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE	21
BLOGS DE LANGUE ANGLAISE.....	21
BLOGS DE LANGUE ESPAGNOLE	29

COMPTE-RENDU DE LA DEUXIEME RENCONTRE MONDIALE DES SOCIETES POUR LE DROIT INTERNATIONAL

Les défis actuels au droit international : Le Rôle des Sociétés pour le Droit International

Les 2 et 3 septembre 2019 s'est tenue à La Haye, sous les auspices de l'Académie de Droit International, la Deuxième Rencontre Mondiale des Sociétés pour le Droit International, sous l'impulsion de la Société Française pour le Droit International.

Cette Rencontre a permis à plus de 300 participants, avec une centaine de sociétés nationales représentées, de se réunir dans le cadre du Réseau mondial des sociétés pour le droit international, afin de poursuivre les échanges et la réflexion entamés lors de la première Rencontre Mondiale qui s'était tenue à Strasbourg en 2015.

Elle a également été l'occasion de rappeler le soutien de la communauté des internationalistes au respect des obligations que le droit international fait peser sur les États vis-à-vis de la situation du Professeur Maurice Kamto et de ses co-accusés, au travers d'une pétition diffusée auprès des participants à la Rencontre. Ils ont depuis lors été libérés par les autorités camerounaises.

La première journée de la Rencontre s'est attelée à dresser un état des lieux global des défis auxquels le Droit International est confronté dans la période actuelle.

La première séance plénière a permis de s'interroger sur les risques d'effondrement de l'ordre juridique international dans sa forme héritée de la Seconde Guerre Mondiale, sous la pression de la montée du souverainisme et de l'unilatéralisme. Les orateurs ont notamment exposé comment le droit international était mis au défi par sa prise en main par les droits nationaux et par l'idée d'un droit transnational. Ils ont aussi pointé les transformations et les risques d'affaiblissement qu'entraînent la montée du régionalisme et la notion de « droit souple ».

Dans la lignée de la précédente, la seconde table ronde plénière s'est attachée à la question de la déshumanisation du droit international. Il s'est agi de questionner le sens de l'évolution du droit international face au constat d'un ralentissement des progrès menés en direction de la protection de la personne humaine. La troisième table ronde plénière a quant à elle porté sur le système de règlement pacifique des différends internationaux, s'efforçant de dresser un bilan de son efficacité et des risques associés à la multiplication des tribunaux arbitraux.

Les ateliers de l'après-midi ont été l'occasion d'explorer la multiplicité des menaces pesant sur le système institutionnel international. Le premier atelier s'est consacré à l'affaiblissement des institutions de l'Organisation des Nations Unies, entre perte de légitimité et impuissance dans un contexte d'affirmation unilatérale des États. Les ateliers deux et trois se sont intéressés pour leur part à la coopération économique internationale et à la régulation du commerce international, qui subissent une pression de plus en plus importante du fait de la concurrence aiguë entre les États sur le plan économique, ce qui amène à devoir repenser l'organisation et le fonctionnement des institutions économiques internationales. Le quatrième atelier s'est quant à lui posé la question fondamentale de l'efficacité des actions menées dans le cadre du droit international pour protéger l'environnement.

Après avoir dressé un bilan des défis auxquels le droit international est confronté actuellement, la seconde journée de la Rencontre a été consacrée au rôle des sociétés savantes dans les réponses à y apporter.

La séance plénière introductive de cette seconde journée s'est ainsi demandé si les sociétés pour le droit international avaient pris la mesure de ces nouveaux défis et si elles s'y sont adaptées. Cette séance a ainsi été l'occasion pour des sociétés représentant les cinq continents d'exposer leur point de vue et de partager leurs réflexions sur le sujet.

Les ateliers de la matinée ont ensuite réunis des représentants des sociétés savantes et des praticiens pour s'interroger sur les divers aspects de la structure et du fonctionnement des sociétés pour le droit international : le mélange des universitaires et des praticiens dans la participation aux travaux des sociétés, leur gouvernance, l'orientation des sociétés par rapport aux diverses branches du droit international au sens large, et la question de l'importance du pluralisme linguistique dans les travaux des sociétés pour le droit international face à la tendance du monolinguisme anglais.

Les ateliers de l'après-midi se sont consacrés aux fonctions des sociétés pour le droit international. Un premier atelier s'est penché sur l'agencement et la coopération des différentes sociétés pour le droit international, entre sociétés nationales et sociétés régionales ou mondiales. Un deuxième atelier a questionné quel devait être le rôle des sociétés savantes dans la promotion et la défense du droit international, entre vision militante et conception strictement scientifique du rôle des sociétés. Un troisième atelier s'est interrogé sur le point de savoir comment les sociétés savantes se positionnent face aux questions politiques soulevées par l'analyse du droit international et quel devrait être leur rôle, avec les problématiques que cela soulève d'indépendance et de rapports avec leurs membres occupant des positions officielles dans les administrations nationales et les juridictions internationales. Un quatrième atelier s'est intéressé à la contribution des sociétés savantes à l'enseignement et à l'étude du droit international, en vue d'étendre sa diffusion au sein des cursus universitaires et, au-delà des juristes, de la société dans son ensemble.

La dernière table ronde plénière est venue dresser un bilan général des réflexions menées dans le cadre des ateliers de la seconde journée, avec la présentation des conclusions des rapporteurs présents au sein de chaque atelier, autour de la question *Que faire ?*

La Rencontre s'est achevée par le rapport général présenté par le Président de la Société française pour le droit international et une allocution de clôture par la Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les travaux de cette Seconde Rencontre Mondiale des Sociétés pour le Droit International sont appelés à se poursuivre lors d'une Troisième Rencontre Mondiale, que la Société péruvienne pour le droit international s'est proposée d'organiser en 2021 à Lima.

PROGRAMME DE LA DEMI-JOURNÉE DU RÉSEAU DU JEUNES CHERCHEURS DU 14 NOVEMBRE

Demi-journée du Réseau des jeunes chercheurs de la SFDI – Université Paris 8

Le droit international face aux enjeux environnementaux des territoires insulaires

Le jeudi 14 novembre

Amphithéâtre MR 002 de la maison de la recherche – Université Paris 8

13h45 : Accueil du public

14h00 : *Propos introductifs*, par Mme. Anne-Lise Teani (Direction des affaires européennes, internationales et de la coopération de la Commission de régulation de l'énergie)

Première table-ronde : *Le droit international et la protection des populations insulaires*

Sous la présidence du Professeur Jean-Louis Iten

14h15 : *Le droit international à l'épreuve des migrations climatiques des populations insulaires*, par Radianina Radilofe

14h35 : *Le statut de Rome face à la répression des atteintes à l'environnement des territoires insulaires*, par Edwige Biessou

14h55 : *La coopération en matière environnementale : l'exemple de Saint-Martin/Sint Maarten après Irma*, par Maëlle Quesne

15h15-15h40 : Débats

15h40-16h00 : Pause café

Seconde table-ronde : *Le droit international face à la disparition des territoires insulaires*

Sous la présidence de la Professeure Sarah Cassella

16h00 : *Le risque de disparition des territoires insulaires pour cause climatique : un enjeu du droit international*, par Lisa Marie Giorgini

16h20 : *Îles et montée du niveau de la mer : quelques éléments prospectifs quant au rôle de la Commission du droit international*, par Guillaume Pinchard

16h40-17h00 : Débats

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ Le 14 octobre 2019 l'Association française pour les Nations Unies en collaboration avec le Centre Thucydide (Université Paris II Panthéon-Assas) organise une conférence intitulée « **L'accueil des réfugiés en France et en Europe** ». [Voici le lien pour plus d'informations](#)
- ❖ L'Association française pour l'histoire de la justice (AFHJ) organise, avec le soutien des Laboratoires DANTE et VIP de l'Université de Versailles-St-Quentin (Paris Saclay), une journée d'étude sur le thème « **La mémoire du droit dans la lutte contre les formes d'esclavage** » le 11 octobre 2019 à la Faculté de Droit et Sciences Politiques de Versailles Saint Quentin en Yvelines. [Voici le lien pour plus d'informations](#)
- ❖ Le CREDIMI organise un colloque sur le thème **Pays émergents et droit international économique** le 24 octobre 2019 à la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon. [Voici le lien pour plus d'informations](#)
- ❖ L'IRDEIC - CEEC organise la manifestation « **Enjeux internationaux des activités numériques : entre logique territoriale des Etats et puissance des acteurs privés** » le 11 octobre 2019 à l'Université de Toulouse 1 Capitole. [Voici le lien pour plus d'informations](#)
- ❖ Centre Thucydide, Université Paris II Panthéon-Assas et Les amis de l'IIDH – Fondation René Cassin organisent une conférence sur « **Droits de l'homme, droits humains ?** » le 28 octobre 2019 à l'Université Paris II Panthéon-Assas. [Voici le lien pour plus d'informations](#)
- ❖ Appel à Candidatures Assesseeurs HCR à la CNDA – UNHCR Paris : le HCR cherche à recruter de nouveaux juges assesseeurs HCR auprès de la CNDA, les profils recherchés concernent également les jeunes chercheurs. De nombreux besoins sont à pourvoir ! [Voici le lien pour plus d'informations](#)

APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...

- ❖ L'Université de Sofia en Bulgarie lance l'appel à contribution pour la 4e édition de Sofia Legal Science Week sur le thème **Law and Revolution**. Les propositions sont à envoyer avant le **15 novembre 2019**. [Ici plus d'informations](#)

JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Cour Internationale de Justice

Par ordonnance du 18 juin 2019, la Cour fixe les dates d'expiration des délais pour le dépôt des premières pièces de procédure écrite dans l'affaire de **Revendication territoriale, insulaire, maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)**

Par ordonnance du 18 juin 2019, la Cour autorise la République du Chili à présenter une pièce additionnelle dans le **Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)**

Le 17 juillet 2019, la Cour rend l'arrêt sur l'**Affaire Jadhav (Inde c. Pakistan)**, concernant les violations alléguées de la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963 par le Pakistan

Par ordonnance du 15 août 2019, la Cour proroge le délai pour le dépôt de contre-mémoire des Etats-Unis d'Amérique dans le différend **Certains actifs iraniens (République Islamique d'Iran c. Etats - Unis d'Amérique)**

Par ordonnance du 26 août 2019, la Cour fixe un délai pour que la République Islamique d'Iran présente ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par les Etats-Unis d'Amérique. Affaire **Violations alléguées du Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République Islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)**.

Cour Pénale Internationale

Avec la contribution de Rosa Stella de Fazio

Decision on 'Requête de la Défense aux fins de solliciter l'autorisation de déposer une réplique à la Réponse de M. le Juge Marc Perrin de Brichambaut notifiée le 20 mai 2019', dated 23 May 2019

The Prosecutor v. Thomas Lubanga Dyilo
ICC-01/04-01/06-3456 11 June 2019 Presidency Decision

Decision on the 'Request for Leave to File Amicus Curiae Submissions on Behalf of Human Rights Organizations in Afghanistan' (ICC-02/17-35) and on the 'Request to appear before the Chamber pursuant to regulation 81(4)(b) of the Regulations of the Cou

Situation in the Islamic Republic of Afghanistan
ICC-02/17-43 12 June 2019 Pre-Trial Chamber II Decision

Decision on the ‘Request for Leave to Submit Amicus Curiae Observations Pursuant to Rule 103 of the Rules of Procedure and Evidence’ (ICC-02/17-46)

Situation in the Islamic Republic of Afghanistan

ICC-02/17-47 17 June 2019 Pre-Trial Chamber II Decision

Decision on the ‘Request for scheduling order under rules 91(2) and 103(2), and regulation 24’ (ICC-02/17-48)

Situation in the Islamic Republic of Afghanistan

ICC-02/17-49 18 June 2019 Pre-Trial Chamber II Decision

Decision on Defence Motion for Reconsideration of or Leave to Appeal the Decision on Defence Third Request to Add 12 Items to its List of Evidence

The Prosecutor v. Dominic Ongwen

ICC-02/04-01/15-1547 20 June 2019 Trial Chamber IX Decision

Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber in the appeals brought under article 82(1)(a) of the Statute against the ‘Decision Pursuant to Article 15 of the Rome Statute on the Authorisation of an Investigation into the Situation in the Is

Situation in the Islamic Republic of Afghanistan

ICC-02/17-51 20 June 2019 Appeals Chamber Decision

Decision regarding the Registry’s First Assessment Report on Applications for Victim Participation, the Registry’s First Transmission of Group C Applications, the appointment of counsel for Victims of Other Crimes, and the victims’ procedural positio

The Prosecutor v. Alfred Yekatom and Patrice-Edouard Ngaïssona

ICC-01/14-01/18-227-Red 21 June 2019 Pre-Trial Chamber II Decision

Decision on the constitution of Pre-Trial Chamber III and on the assignment of the situation in the People’s Republic of Bangladesh/Republic of the Union of Myanmar

Situation in the People’s Republic of Bangladesh/Republic of the Union of Myanmar

ICC-01/19-1 25 June 2019 Presidency Decision

Decision on ‘Defence Application for Reconsideration of the Presidency “Decision pursuant to article 108(1) of the Rome Statute” (ICC-01/04-01/07-3821-Red)

The Prosecutor v. Germain Katanga

ICC-01/04-01/07-3833 26 June 2019 Presidency Decision

Decision on the Election of the Presiding Judge

Situation in the People’s Republic of Bangladesh/Republic of the Union of Myanmar

ICC-01/19-4 27 June 2019 Pre-Trial Chamber III Decision

Decision on the Prosecutor's Request for Extension of the Page Limit

Situation in the People's Republic of Bangladesh/Republic of the Union of Myanmar
ICC-01/19-5 28 June 2019 Pre-Trial Chamber III Decision

Version publique expurgée de la Décision relative à la participation des victimes à la procédure

The Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud
ICC-01/12-01/18-391-Red 1 July 2019 Pre-Trial Chamber I Decision

Decision on Mr Jean-Pierre Bemba Gombo's requests for leave to reply

The Prosecutor v. Jean-Pierre Bemba Gombo, Aimé Kilolo Musamba, Jean-Jacques Mangenda Kabongo, Fidèle Babala Wandu and Narcisse Arido
ICC-01/05-01/13-2333 5 July 2019 Appeals Chamber Decision

Decision on the Prosecutor's 'Request on the Victim Representation Form'

Situation in the People's Republic of Bangladesh/Republic of the Union of Myanmar
ICC-01/19-9 11 July 2019 Pre-Trial Chamber III Decision

Reasons for oral decision of 15 January 2019 on the Requête de la Défense de Laurent Gbagbo afin qu'un jugement d'acquiescement portant sur toutes les charges soit prononcé en faveur de Laurent Gbagbo et que sa mise en liberté immédiate soit ordonnée.

The Prosecutor v. Laurent Gbagbo and Charles Blé Goudé
ICC-02/11-01/15-1263 16 July 2019 Trial Chamber I Decision

Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber in any appeal against the oral decision of Trial Chamber I issued on 15 January 2019

The Prosecutor v. Laurent Gbagbo and Charles Blé Goudé
ICC-02/11-01/15-1267 17 July 2019 Appeals Chamber Decision

Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber in any appeal against the decision of Trial Chamber VI entitled 'Judgment'

The Prosecutor v. Bosco Ntaganda
ICC-01/04-02/06-2363 18 July 2019 Appeals Chamber Decision

Décision portant calendrier relatif au dépôt d'observations

The Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud
ICC-01/12-01/18-381 21 June 2019 Pre-Trial Chamber I Decision

Decision on Defence Request for Leave to Appeal the Decision on the Defence Request regarding the Evidentiary Regime

The Prosecutor v. Dominic Ongwen

ICC-02/04-01/15-1563 18 July 2019 Trial Chamber IX Decision

Décision relative à la Requête de la Défense aux fins de réexamen de la Décision rendue en application de l'article 108-1 du Statut de Rome par la Présidence (ICC-01/04-01/07-3821-Red)

The Prosecutor v. Germain Katanga

ICC-01/04-01/07-3833-tFRA 26 June 2019 Presidency Decision

Version publique expurgée de la Quatrième décision sur les mesures de restriction des contacts non privilégiés de M. Al Hassan

The Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-340-Red3 5 July 2019 Pre-Trial Chamber I Decision

Motifs de la décision rendue oralement le 15 janvier 2019 relativement à la « Requête de la Défense de Laurent Gbagbo afin qu'un jugement d'acquittement portant sur toutes les charges soit prononcé en faveur de Laurent Gbagbo et que sa mise en liberté

The Prosecutor v. Laurent Gbagbo and Charles Blé Goudé

ICC-02/11-01/15-1263-tFRA 16 July 2019 Trial Chamber I Decision

Decision on Mr Bosco Ntaganda's and the Prosecutor's requests for time extension for the notice of appeal and the appeal brief

The Prosecutor v. Bosco Ntaganda

ICC-01/04-02/06-2364 19 July 2019 Appeals Chamber Decision

Decision on the Prosecutor's request for time extension for the notice of appeal and the appeal brief

The Prosecutor v. Laurent Gbagbo and Charles Blé Goudé

ICC-02/11-01/15-1268 19 July 2019 Appeals Chamber Decision

Décision relative à la requête du Procureur sollicitant l'augmentation du nombre de pages autorisé pour le dépôt de ses observations écrites finales

The Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-427 23 July 2019 Pre-Trial Chamber I Decision

Decision notifying the designation of a Single Judge

The Prosecutor v. Bosco Ntaganda

ICC-01/04-02/06-2365 25 July 2019 Trial Chamber VI Decision

Décision relative à la requête du Procureur sollicitant l'augmentation du nombre de pages autorisé pour le dépôt de sa réponse aux soumissions de la défense du 22 juillet 2019

The Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud
ICC-01/12-01/18-438 30 July 2019 Pre-Trial Chamber I Decision

Decision on Mr Bourgon's Request to Withdraw as Counsel

The Prosecutor v. Alfred Yekatom and Patrice-Edouard Ngaïssona
ICC-01/14-01/18-264 6 August 2019 Pre-Trial Chamber II Decision

Decision on Defence Request to Add Two Witnesses to its List of Witnesses and Accompanying Documents to its List of Evidence

The Prosecutor v. Dominic Ongwen
ICC-02/04-01/15-1565 13 August 2019 Trial Chamber IX Decision

Public redacted version of 'Decision on requests to call witnesses in relation to sentencing and for increased monitoring of Mr Ntaganda's contacts and scheduling the sentencing hearing'

The Prosecutor v. Bosco Ntaganda
ICC-01/04-02/06-2384-Red 20 August 2019 Trial Chamber VI Decision

Notification concerning the 'Urgent Request for the Disqualification of Pre-Trial Chamber I' dated 11 July 2019

The Prosecutor v. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud
ICC-01/12-01/18-455 20 August 2019 Presidency Decision

Decision on the scope of the appeal of Mr Jean-Pierre Bemba Gombo

The Prosecutor v. Jean-Pierre Bemba Gombo, Aimé Kilolo Musamba, Jean-Jacques Mangenda Kabongo, Fidèle Babala Wandu and Narcisse Arido
ICC-01/05-01/13-2337 20 August 2019 Appeals Chamber Decision

Order Setting a Deadline for Evidence Related Requests

The Prosecutor v. Dominic Ongwen
ICC-02/04-01/15-1570 21 August 2019 Trial Chamber IX Decision

Public redacted version of 'Preliminary ruling on prior recorded testimony pursuant to Rule 68(2)(b) in relation to sentencing'

The Prosecutor v. Bosco Ntaganda
ICC-01/04-02/06-2385-Red 23 August 2019 Trial Chamber VI Decision

Public redacted version of 'Preliminary ruling on prior recorded testimony pursuant to Rule 68(2)(b) in relation to sentencing'

The Prosecutor v. Bosco Ntaganda

ICC-01/04-02/06-2385-Red 23 August 2019 Trial Chamber VI Decision

Clarification on Order Setting a Deadline for Evidence Related Requests

The Prosecutor v. Dominic Ongwen

ICC-02/04-01/15-1572 23 August 2019 Trial Chamber IX Decision

Decision on the Yekatom Defence Motion for Disclosure of Exculpatory Material

The Prosecutor v. Alfred Yekatom and Patrice-Edouard Ngaïssona

ICC-01/14-01/18-296 28 August 2019 Pre-Trial Chamber II Decision

Decision on requests in relation to D-0308

The Prosecutor v. Bosco Ntaganda

ICC-01/04-02/06-2387 29 August 2019 Trial Chamber VI Decision

Cour Européenne des Droits de l'Homme

Avec la contribution de Olga Bodnarchuk, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

Juin 2019

Abokar c. Suède, déc. du 6 juin 2019, req. n° 23270/16 (uniquement en anglais)

La Convention ne garantit pas un droit à accorder un permis de séjour aux fins du regroupement familial

Le requérant, ressortissant somalien, avait séjourné en Suède en 2009 sans se faire enregistrer. En 2010, il a formulé une demande d'asile en Suède, qui a été rejetée et, conformément au règlement Dublin, le requérant a été transféré en Italie. En 2011 (cérémonie religieuse) et 2013 (cérémonie civile), le requérant a épousé A., ressortissante somalienne, séjournant en Suède depuis 2009. Ils ont eu deux enfants, nés en 2012 et 2014. En 2012, le requérant a formulé une nouvelle demande d'asile qui a été rejetée. En 2013, il a demandé un permis de séjour en se fondant sur les liens familiaux, mais il a été débouté en raison de l'impossibilité d'établir son identité (les informations sur l'identité indiquées par le requérant variaient dans ses demandes surtout en ce qui concerne son nom et sa date de naissance). Sur le terrain de l'article 8 de la Convention la Cour constate que ce refus a été proportionné en se fondant sur trois séries de considérations. D'abord, elle précise que le requérant n'a jamais régularisé son séjour en Suède et qu'il a commencé à mener une vie familiale au moment où il savait qu'il ne pourrait probablement pas s'établir en Suède. Ensuite, la Cour observe que le requérant a donné des informations inexactes sur son identité et a enfreint la législation suédoise en matière d'immigration. Finalement, la Cour relève que le requérant dispose d'un permis de séjour temporaire en Italie et que, grâce au fait que les deux États font parties à l'Union européenne, la famille peut facilement faire des séjours prolongés dans l'un de ces États.

Ozdil et autres c. République de Moldova, arrêt du 11 juin 2019, req. n° 42305/18 (uniquement en anglais)

Le transfert extrajudiciaire vers la Turquie porte atteinte aux articles 5 § 1 et 8 de la Convention

Les requérants, ressortissant turcs, étaient professeurs de l'enseignement secondaire travaillant pour le groupement d'établissements scolaires Orizont. À suite de la tentative d'un coup d'État de 2016, l'ambassadeur de Turquie a reproché aux établissements Orizont d'être liés au mouvement Gülen et a accusé les enseignants du terrorisme. Les requérants ont ainsi déposé une demande d'asile auprès des autorités moldaves en avril 2018. En septembre 2018, les requérants ont été arrêtés dans le cadre d'une opération conjointe des services moldaves et turcs, directement conduits à l'aéroport de Chişinău et transportés en Turquie. Les familles ont reçu peu après des lettres notifiant le rejet des demandes d'asile, l'interdiction d'entrer sur le territoire moldave pendant cinq ans et leur expulsion sous supervision hors de la Moldova. La chambre de la Cour EDH a conclu à l'unanimité à la violation des articles 5 § 1 et 8 de la Convention. La Cour a constaté que la privation de liberté infligée aux requérants n'était ni régulière ni nécessaire ni dépourvue d'arbitraire, qu'elle s'analysait en un transfert extrajudiciaire et que celui-ci a contourné toutes les garanties que le droit interne et le droit international offraient aux requérants. En ce qui concerne l'article 8, la Cour a conclu que le transfert extrajudiciaire ne reposait pas sur une base légale suffisante.

Juillet 2019

Romeo Castaño c. Belgique, arrêt du 9 juillet 2019, req. n° 8351/17

Le refus d'extrader emportant la violation de l'article 2 de la Convention

Les requérants, enfants du lieutenant-colonel Ramón Romeo assassiné en 1981, ont contesté devant la Cour EDH la non-exécution par la Belgique de deux mandats d'arrêts européens. Cette dernière a refusé d'exécuter les MAE émis par l'Espagne et donc d'extrader la personne soupçonnée d'avoir assassiné leur père. Les autorités belges se sont fondées sur des motifs sérieux de croire que cela porterait atteinte aux droits fondamentaux de la personne soupçonnée. Vu que l'Espagne a sollicité la coopération de la Belgique, la Cour examine la requête en deux temps en : le caractère approprié de la réponse à la demande de coopération et les motifs légitimes du refus de coopérer. Concernant le premier point, la chambre estime que la réponse des autorités belges a été dûment motivée. Or, ces motivations ne reposaient pas sur une base factuelle suffisante. Ainsi, la Cour conclut à la violation de l'article 2 de la Convention (l'obligation de coopérer découlant de son volet procédural). Cependant, la chambre souligne que cet arrêt ne signifie pas que la Belgique ait l'obligation d'extrader l'intéressé. Et, dans le sens général, cet arrêt ne saurait pas être interprété comme limitant l'obligation des États de ne pas extrader une personne lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire que l'intéressé courra un risque réel d'être soumis à un traitement contraire à l'article 3.

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

Au jour de la remise de la présente rubrique, une seule décision rendue par la Cour interaméricaine pour la période couvrant les mois de juin à août 2019 est disponible sur le site de la Cour, à savoir l'ordonnance du président de la Cour du 12 juillet 2019, résumée ci-dessous.

La Cour interaméricaine a organisé une session à Baranquilla (Colombie) du 26 août au 6 septembre derniers, mais les décisions rendues lors de cette session ne sont pas encore disponibles sur le site de la Cour. Elles figureront dans la prochaine Lettre.

[Question du Centre nicaraguayen pour les droits de l'homme \(CENIDH\) et la Commission permanente des droits de l'homme \(CPDH\), mesures provisoires urgentes, ordonnance du président de la Cour IADH du 12 juillet 2019](#)

(droit à la vie – droit à l'intégrité personnelle)

Cette ordonnance est tout à fait originale dans la mesure où, comme le président le souligne dès les premiers paragraphes, cette ordonnance n'est pas rendue dans le cadre d'une affaire portée devant la Cour contre un État partie à la Convention américaine des droits de l'homme. Cette ordonnance est sollicitée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, afin que soient imposées des mesures provisoires à la République du Nicaragua pour sauvegarder le droit à la vie et le droit à la sécurité des membres de deux organisations nicaraguayennes de défense des droits de l'homme, le *Centro Nicaragüense de Derechos Humanos* (Centre nicaraguayen pour les droits de l'homme) et la *Comisión Permanente de Derechos Humanos* (Commission permanente des droits de l'homme). La vie et la sécurité de ces derniers sont gravement mises en péril du fait d'un certain nombre de pressions et d'intimidations subies depuis les grandes manifestations de 2018 et la sévère répression qui s'en est suivie.

Sur la base des dispositions de la Convention américaine et du Règlement de la Cour, en dépit du fait qu'il ne s'agisse pas d'une affaire contentieuse, le président ordonne plusieurs mesures urgentes aux autorités nicaraguayennes, notamment celles de prendre toutes les mesures efficaces et immédiates pour protéger la vie et l'intégrité personnelle des membres du CENIDH et de la CPDH, d'assurer la poursuite de leurs travaux en faveur de la défense des droits de l'homme et que ceux-ci bénéficient de toute la protection nécessaire à cette fin, sans être entravés dans leur mission par des personnels de sécurité.

On notera également que le président n'accorde qu'un court délai de dix-sept jours au Nicaragua pour rendre compte des mesures prises à cet effet, l'ordonnance (rendue le 12 juillet) imposant que rapport lui soit fait quant à l'application de ces mesures au plus tard le 31 juillet.

Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a rendu onze décisions sur la période concernée : dix arrêts et une ordonnance. Ces décisions ont été rendues lors de la 53^{ème} session ordinaire de la Cour, qui s'est tenue au siège à Arusha (Tanzanie) du 10 juin au 5 juillet 2019.

[Alfred Agbesi Woyome c. République du Ghana, fond et réparations, 28 juin 2019 \(req. n°001/2017\)](#)

(Épuisement des voies de recours internes – Compétence des juridictions nationales – Non-discrimination – Droit à l'égalité devant la loi et à une égale protection de la loi – Droit à un procès équitable)

[Mohamed Abubakari c. République unie de Tanzanie, réparations, 4 juillet 2019 \(req. n°007/2013\)](#)

(Compétence ratione temporis – Préjudice matériel – Perte de revenus et de projet de vie – Préjudice moral – Remise en liberté du requérant – Garanties de non-répétition – Mesures de satisfaction)

[Wilfred Onyango Nganyi et neuf autres c. République unie de Tanzanie, réparations, 4 juillet 2019 \(req. n°006/2013\)](#)

(Préjudice matériel – Perte de revenus, de projet de vie et de statut social – Préjudice moral – Remise en liberté du requérant – Garanties de non-répétition – Mesures de satisfaction)

[Alex Thomas c. République unie de Tanzanie, réparations, 4 juillet 2019 \(req. n°005/2013\)](#)

(Préjudice matériel – Perte de revenus et de projet de vie – Préjudice moral – Remise en liberté du requérant – Garanties de non-répétition – Mesures de satisfaction)

[Ramadhani Issa Malengo c. République unie de Tanzanie, compétence et recevabilité, 4 juillet 2019 \(req. n°030/2015\)](#)

(Compétence matérielle de la Cour - Épuisement des voies de recours internes)

[Rutabingwa Chrystanthe c. République du Rwanda, révision, 4 juillet 2019 \(req. n°001/2018\)](#)

(Demande aux fins de révision - Épuisement des voies de recours internes – Preuve insuffisante pour faire droit à la demande aux fins de révision)

[Thobias Mang'ara Mango et Shukurani Masegenya Mango c. République unie de Tanzanie, révision, 4 juillet 2019 \(req. n°002/2018\)](#)

(Demande aux fins de révision – Preuve insuffisante pour faire droit à une demande aux fins de révision)

[Mulindahabi Fidèle c. République du Rwanda, compétence et recevabilité, 4 juillet 2019 \(req. n°006/2017\)](#)

[Mulindahabi Fidèle c. République du Rwanda, compétence et recevabilité, 4 juillet 2019 \(req. n°007/2017\)](#)

[Mulindahabi Fidèle c. République du Rwanda, compétence et recevabilité, 4 juillet 2019 \(req. n°009/2017\)](#)

À titre de précision, le Rwanda n'était pas représenté dans les quatre dernières affaires. On rappellera que le Rwanda a retiré sa déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour africaine le 29 février 2016, mais la Cour considérant que ce retrait n'a pris effet qu'un an après sa notification, celle-ci reste compétente pour connaître des requêtes introduites contre le Rwanda avant le 1^{er} mars 2017 – ce qui était le cas de ces trois requêtes. En ce sens, bien que ces requêtes et les arrêts du 4 juillet 2019 n'aient que peu d'intérêt, on signalera tout de même que la Cour africaine s'est ici déclarée compétente pour connaître de ces requêtes contre le Rwanda, mais les déclare ensuite irrecevables pour défaut d'épuisement des voies de recours internes.

On précisera également que les trois requêtes portaient sur des faits et des allégations de violation identiques, ce qui explique que le contenu de ces trois arrêts du 4 juillet 2019 soit rigoureusement identique.

[Commission africaine des droits de l'homme et des peuples c. République du Kenya, ordonnance relative aux demandes aux fins d'intervention, 4 juillet 2019 \(req. n°006/2012\)](#)

À titre de « curiosité contentieuse », on soulignera que ces demandes aux fins d'intervention de requérants individuels étaient vouées à l'échec de manière certaine, puisque seuls des États peuvent formuler des requêtes aux fins d'intervention en vertu du Protocole ayant institué la Cour et de son Règlement. Les demandes aux fins d'intervention étaient portées dans leur ensemble par la Commission africaine, or les personnes privées ne peuvent pas en formuler. Le deuxième problème évident portait sur le fait que ces demandes aux fins d'intervention, formulées par plus de 1420 personnes (!), étaient par ailleurs adressées en vue de l'arrêt sur les réparations, alors que la requête a été introduite en 2012 et que l'arrêt sur le fond a été rendu en 2017.

La Cour africaine refusait logiquement de faire droit à ces demandes manifestement irrecevables pour défaut de qualité à intervenir, et si tardives.

ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Assemblée générale des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I

Les résolutions A/RES/73/333 et A/RES/73/334 n'ont pas encore été publiées. Elles seront disponibles dans notre prochaine lettre.

[A/RES/73/332](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique

[A/RES/73/331](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation du Traité de sécurité collective

[A/RES/73/330](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique

[A/RES/73/329](#) : Promouvoir une culture de la paix ancrée dans l'amour et la conscience

[A/RES/73/328](#) : Promotion du dialogue interreligieux et interculturel et de la tolérance dans la lutte contre les discours de haine

[A/RES/73/327](#) : 2021, Année internationale de l'élimination du travail des enfants

[A/RES/73/326](#) : Forme et organisation des forums d'examen des migrations internationales

[A/RES/73/325](#) : Financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité

[A/RES/73/324](#) : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

[A/RES/73/323](#) : Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan

[A/RES/73/322](#) : Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant

[A/RES/73/321](#) : Force intérimaire des Nations Unies au Liban

[A/RES/73/320](#) : Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

[A/RES/73/319](#) : Financement de la Mission des Nations Unies au Liberia

[A/RES/73/318](#) : Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

[A/RES/73/317](#) : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti

[A/RES/73/316](#) : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

[A/RES/73/315](#) : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

[A/RES/73/314](#) : Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

[A/RES/73/313](#) : Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

[A/RES/73/312](#) : Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

[A/RES/73/311](#) : Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei

[A/RES/73/310](#) : Financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)

[A/RES/73/309](#) : Financement du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)

[A/RES/73/308](#) : Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

[A/RES/73/307](#) : Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

[A/RES/73/306](#) : Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité : Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions : Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda

[A/RES/73/305](#) : Renforcement de la coopération internationale en matière d'aide aux victimes du terrorisme

[A/RES/73/304](#) : Mettre fin au commerce des instruments de torture : examen de la possibilité d'établir des normes internationales communes, du champ d'application de telles normes et des paramètres applicables

[A/RES/73/303](#) : Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement

[A/RES/73/302](#) : Action de l'Organisation des Nations Unies concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles

[A/RES/73/301](#) : Commémoration du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant

[A/RES/73/300](#) : Journée internationale de la célébration du solstice

[A/RES/73/299](#) : Célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

[A/RES/73/298](#) : Situation des déplacés et des réfugiés d'Abkhazie (Géorgie) et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud (Géorgie)

Conseil de sécurité des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I

[S/RES/2485\(2019\)](#) : La situation au Moyen-Orient

[S/RES/2484\(2019\)](#) : La situation au Mali

[S/RES/2483\(2019\)](#) : La situation à Chypre

[S/RES/2482\(2019\)](#) : Menaces contre la paix et la sécurité internationales

[S/RES/2481\(2019\)](#) : La situation au Moyen-Orient

[S/RES/2480\(2019\)](#) : La situation au Mali

[S/RES/2479\(2019\)](#) : Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

[S/RES/2478\(2019\)](#) : La situation concernant la République démocratique du Congo

[S/RES/2477\(2019\)](#) : La situation au Moyen-Orient

[S/RES/2476\(2019\)](#) : La question concernant Haïti

[S/RES/2475\(2019\)](#) : Protection des civils en période de conflit armé

[S/RES/2474\(2019\)](#) : Protection des civils en période de conflit armé - Personnes disparues en période de conflit armé

[S/RES/2473\(2019\)](#) : La situation en Libye

Comités du Conseil de sécurité des NU relatifs à la lutte contre le terrorisme

Avec la contribution d'Eloise Petit-Prévost, doctorante à l'Université d'Angers

6 août 2019 : [Ninth report of the Secretary-General on the threat posed by ISIL \(Da'esh\) to international peace and security and the range of United Nations efforts in support of Member States in countering the threat](#), S/2019/612.

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés

Avec la contribution d'Eloise Petit-Prévost, doctorante à l'Université d'Angers

20 août 2019 : [Le Comité des sanctions contre l'EIL \(Daech\) et Al-Qaida modifie une entrée dans sa liste de sanctions](#), SC/13924.

14 août 2019 : [Le Comité des sanctions contre l'EIL \(Daech\) et Al-Qaida ajoute deux entrées sur la liste de sanctions contre l'EIL \(Daech\) et Al-Qaida](#), SC/13918.

9 août 2019 : [Le Comité des sanctions contre l'EIL \(Daech\) et Al-Qaida modifie une entrée dans sa liste de sanctions](#), SC/13914.

15 juillet 2019 : [Vingt-quatrième rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions](#), S/2019/570.

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Avec la contribution d'Anaïs Auger, doctorante à l'Université d'Angers

Observations finales adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes lors de sa soixante-treizième session entamée le 1^{er} juillet 2019 :

Observations finales sur le neuvième rapport périodique de la Guyane, 12 juillet 2019, CEDAW/C/GUY/CO/9, disponibles en anglais à partir [de ce lien](#).

Observations finales sur le neuvième rapport périodique du Cap-Vert, 11 juillet 2019, CEDAW/C/CPV/CO/9, disponibles en anglais à partir [de ce lien](#).

Observations finales sur le neuvième rapport périodique de l'Autriche, 10 juillet 2019, CEDAW/C/AUT/CO/9, disponibles en anglais à partir [de ce lien](#).

Observations finales sur le quatrième rapport périodique de la Côte d'Ivoire, 5 juillet 2019, CEDAW/C/CIV/CO/4, disponibles en anglais à partir [de ce lien](#).

Les observations finales rendues sur les rapports périodiques respectifs du Qatar, du Mozambique, et de la République démocratique du Congo ne sont pas encore publiées sur le site internet du Comité.

Jurisprudences :

[H.D. c. Danemark, 9 juillet 2018, décision d'irrecevabilité, comm. 076/2014, CEDAW/C/70/D76/2014.](#)

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

Multipol

C. Maia, « [Adoption de la première résolution du Conseil de sécurité sur la protection des personnes handicapées dans les conflits armés](#) », 21 juin 2019

E. Goffi, « [Éthique et relations internationales : l'avènement de la "cosm-éthique"](#) », 7 juillet 2019

C. Maia, « [La CIJ demande au Pakistan de réexaminer la condamnation à mort d'un ressortissant indien accusé d'espionnage](#) », 17 juillet 2019

Blogs de langue anglaise

*AJIL Unbound - online-only publication and blog of the American Journal of International Law**Actes du Symposium on Cyber Attribution*

M. Hakimi, « [Introduction on the Symposium on Cyber Attribution](#) », 24 juin 2019.

W. C. Banks, « [The Bumpy Road to a Meaningful International Law of Cyber Attribution](#) », 24 juin 2019.

B. Boutin, « [Shared Responsibility for Cyber Operations](#) », 24 juin 2019.

L. Finlay, Christian Payne, « [The Attribution Problem and Cyber Armed Attacks](#) », 24 juin 2019.

C. I. Keitner, « [Attribution by Indictment](#) », 24 juin 2019.

K. E. Eichensehr, « [Decentralized Cyberattack Attribution](#) », 24 juin 2019.

Actes du Symposium on Kristina Daugirdas, "Reputation as a Disciplinarian of International Organizations"

K. J. Alter, « [Introduction to the Symposium on Kristina Daugirdas, "Reputation as a Disciplinarian of International Organizations"](#) », 5 août 2019.

P. B. Stephan, « [What Should We Ask Reputation to Do ?](#) », 5 août 2019.

S M. Karim, « [Balancing Incentives Among Actors : A Carrots and Sticks Approach to Reputation in UN Peacekeeping Missions](#) », 5 août 2019.

K Boon, « [Reputation and the Accountability Gap](#) », 5 août 2019.

L. McGregor, « [Are New Technologies an Aid to Reputation as a Disciplinarian ?](#) », 5 août 2019.

E M. Hafner-Burton, Christina J. Schneider, « [The Company You Keep : International Organizations and the Reputational Effects of Membership](#) », 5 août 2019.

Actes du Symposium on Non-State Actors and New Technologies in Atrocity Prevention

L. van den Herik, Alexandra Huneeus, « [Introduction to the Symposium on Non-State Actors and New Technologies in Atrocity Prevention](#) », 19 août 2019.

- A. Koenig, « [“Half the Truth is Often a Great Lie” : Deep Fakes, Open Source Information, and International Criminal Law](#) », 19 août 2019.
- E. Irving, « [Suppressing Atrocity Speech on Social Media](#) », 19 août 2019.
- R Hamilton, « [Atrocity Prevention in the New Media Landscape](#) », 19 août 2019.
- N. Amoury Combs, « [Investigative Delegations : Predictable Predicaments](#) », 19 août 2019.
- C. Rausch, « [The Justice and Security Dialogue Project : Building the Resilience of Non-State Actors to Atrocity Crimes](#) », 19 août 2019.

Amsterdam Law Forum

- N. Klompaker, « [Censor Them at Any Cost? A Social and Legal Assessment of Enhanced Action Against Terrorist Content Online](#) », vol. 11 – n° 3 (Summer Issue).

Armed Groups and International Law

- S. Jackson, « [News Roundup 27th May – 2nd June](#) », 3 juin 2019.
- K. Fortin, « [Collection of bodies in Mosul : An Act of revenge, humanity – or both ?](#) », 11 juin 2019.
- D. Dam-de Jong, « [Between paradox and panacea : legalizing exploitation of natural resources by armed groups in the fight against conflict resources](#) », 18 juin 2019.
- S Jackson, « [New Roundup 3rd June – 16th June](#) », 18 juin 2019.
- N. Sion, « [10 recommendations for solving the issue of ISIS detainees in North East Syria](#) », 8 juillet 2019.
- M. Longobardo, « [A Novel Rationale to the Classification of Hostilities between Occupying Powers and Non-State Armed Groups](#) », 23 juillet 2019.
- S. Ashraph, « [Understanding ISIS’s crimes in Kocho : a demographic analysis](#) », 15 août 2019.

ASIL Insights - American Society of International Law

- F. Rahimi Dizgovin, « [The Scope of the Right to Education](#) », 20 juin 2019.
- S. A. Khan, « [Basel Convention Parties Take Global Lead on Mitigating Plastic Pollution](#) », 26 août 2019.

Asser International Sports Law blog Our International Sports Law Diary

- T. Terraz, « [A New Chapter for EU Sports Law and European Citizenship Rights? The TopFit Decision](#) », 29 juin 2019.
- T. Grell, « [International and European Sports Law – Monthly Report – April and May 2019](#) », 29 juin 2019.
- R. Gauthier, « [I’m A Loser Baby, So Let’s Kill Transparency – Recent Changes to the Olympic Games Host City Selection Process](#) », 8 août 2019.
- T. Terraz, « [Can a closed league in e-Sports survive EU competition law scrutiny? The case of LEC](#) », 8 août 2019.

Berkeley Journal of International Law Blog

K Peden, « [A System without Representation : Legal Rights for Activists in Myanmar](#) », 17 août 2019.

DCU Brexit Institute

C. Sieber-Gasser, « [Why Trump's Trade Policy Is No Friend of Brexit](#) », 4 juin 2019.

S. Platon, « [European Elections, European Values, and Brexit](#) », 5 juin 2019.

F. Angeletti, G. Pili, « [Brexit and Terrorism : EU Law on Terrorism Facing the Threat of Brexit](#) », 13 juin 2019.

R. D. Keleman, « [The Spitzenkandidaten Process : Requiem for a Misguided Eurodream ?](#) », 19 juin 2019.

I. Cooper, « [Brexit, the Euro Summit, and Eurozone Governance Reform](#) », 25 juin 2019.

G. O'Reilly, « [Brexit, Spain, and British Gibraltar](#) », 27 juin 2019.

C. Naji, « [Switzerland-EU Bilateralism : From Pragmatism to Mutual Frustration](#) », 2 juillet 2019.

F. Fabbrini, « [The New EU Top Jobs and the Future of Europe](#) », 4 juillet 2019.

C. Sieber-Gasser, « [Not United, But Linked in Negotiations With the EU : Switzerland and the UK](#) », 8 juillet 2019.

C. Andreeva, « [Brexit's Implications for UK-EU Relations in Justice and Home Affairs](#) », 19 juillet 2019.

R. D. Keleman, « [New Leaders and Old Problems : Brexit and the Rule of Law Crisis](#) », 29 juillet 2019.

C. Sieber-Gasser, « [The Common Travel Area and GATS Art. V](#) », 8 août 2019.

A. Popov, « [The Brexit Process and the Revocation of UK's Intention to Withdraw From the EU](#) », 20 août 2019.

ECHR BLOG

« [New ECHR Reading](#) », 17 juin 2019.

« [Miscellaneous News from the Court and the Council of Europe](#) », 28 juin 2019.

« [Information on Involvement of Civil Society and NHRIs in Execution of Judgments Phase](#) », 5 juillet 2019.

« [New ECHR Readings](#) », 14 août 2019.

EJIL: Talk! - Blog of the European Journal of International Law

D. Guilfoyle, « [The Future of International Law in an Authoritarian World](#) », 3 juin 2019.

R. Collins, « [Delineating the Exclusivity of Flag State Jurisdiction on the High Seas: ITLOS issues its ruling in the M/V "Norstar" Case](#) », 4 juin 2019.

M. Bungenberg, « [CETA Opinion – Setting Conditions for the Future of ISDS](#) », 5 juin 2019.

A. Skander Galand, « [A Hidden Reading of the ICC Appeals Chamber's Judgment in the Jordan Referral Re Al-Bashir](#) », 6 juin 2019.

- M. Milanovic, « [More on the Duty to Warn Persons Threatened by Foreign Intelligence Services](#) », 10 juin 2019.
- K. Ambos, « [Interests of Justice? The ICC urgently needs reforms](#) », 11 juin 2019.
- B. Gelinas-Faucher, « [Is Canada Internationally Responsible for Genocide?](#) », 12 juin 2019.
- R. McLaughlin, « [The Legal Status and Characterisation of Maritime Militia Vessels](#) », 18 juin 2019.
- M. Milanovic, « [Russian Agents Charged with Downing of MH17; MH17 Cases in Strasbourg](#) », 20 juin 2019.
- M. Milanovic, « [President Trump admits US strike against Iran would have been illegal](#) », 21 juin 2019.
- James Kraska, « [Attribution of Naval Mine Strikes in International Law](#) », 24 juin 2019.
- M. Milanovic, « [Callamard Report on the Murder of Jamal Khashoggi: Part I](#) », 25 juin 2019.
- M. Milanovic, « [Callamard Report on the Murder of Jamal Khashoggi: Part II](#) », 26 juin 2019.
- C. Murdoch and W. Jordash QC, « [Clarifying the Contours of the Crime of Starvation](#) », 27 juin 2019.
- D. Desierto, « [The ESCR Revolution Continues: ILO Convention No. 190 on the Elimination of Violence and Harassment in the World of Work](#) », 28 juin 2019.
- J. Kraska, « [Misunderstanding of International Aviation Law May be Behind Iran's Shootdown of the U.S. Global Hawk Drone](#) », 1 juillet 2019.
- L. Moffett, C. Lawther, S. Gilmore and E. Lekvall, « [The Limits of the Law: Putting Reparations into Practice](#) », 2 juillet 2019.
- M. Fakhri, « [Canada Avoids Indigenous Reconciliation and the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples](#) », 3 juillet 2019.
- J. Gavron and R. Remezaite, « [Has the ECtHR in Mammadov 46\(4\) opened the door to findings of 'bad faith' in trials?](#) », 4 juillet 2019.
- R. Collins, « [Sovereignty has "Rock-all" to do with it... or has it? What's at stake in the recent diplomatic spat between Scotland and Ireland?](#) », 8 juillet 2019.
- A. Pecoraro, « [Deep Seabed Mining in the Area: is international investment law relevant?](#) », 10 juillet 2019.
- D. Desierto, « [Why Arbitrate Business and Human Rights Disputes? Public Consultation Period Open for the Draft Hague Rules on Business and Human Rights Arbitration](#) », 12 juillet 2019.
- K. Mačák, « [The Ituri Conundrum: Qualifying Conflicts between an Occupying Power and an Autonomous Non-State Actor](#) », 15 juillet 2019.
- V. Jakjimovska and E. Amani, « [Protecting the Environment in Non-International Armed Conflicts: Are We There Yet?](#) », 16 juillet 2019.
- E. B. Cossidente, « [A Reply to Professor Kraska on the Iranian Shootdown of the US Global Hawk Drone](#) », 17 juillet 2019.
- D. A. Lewis, N. K. Modirzadeh and G. Blum, « [Silence and the Use of Force in International Law](#) », 18 juillet 2019.
- F. Baetens, « [The International Court of Justice renders its judgment in the Jadhav case \(India v. Pakistan\)](#) », 18 juillet 2019.
- T. Dannenbaum, « [A Disappointing End of the Road for the Mothers of Srebrenica Litigation in the Netherlands](#) », 23 juillet 2019.

- K. Bovend'Eerdt, « [Look before you leap: the 2019 extradition bill amendments in light of Hong Kong's international human rights obligations](#) », 25 juillet 2019.
- J. Sharpe, « [An International Investment Advisory Center: Beyond the WTO Model](#) », 26 juillet 2019.
- G. Prieto, « [The Colombian Constitutional Court Judgment C-252/19: A new frontier for reform in international investment law](#) », 29 juillet 2019.
- M. Prost, « [Why Lagarde's ECB Appointment is \(Almost Certainly\) Unlawful](#) », 30 juillet 2019.
- Y. Ishii, « [Comments on ITLOS, M/T "San Padre Pio" Case \(Switzerland v. Nigeria\), Provisional Measures Order \(6 July 2019\)](#) », 31 juillet 2019.
- P. A. Villarreal, « [Public International Law and the 2018-2019 Ebola Outbreak in the Democratic Republic of Congo](#) », 1 août 2019.
- A. Roberts, « [UNCITRAL and ISDS Reform: China's Proposal](#) », 5 août 2019.
- R. Buchan and I. Navarrete, « [The Jadhav Judgment: Espionage, Carve-Outs and Customary Exceptions](#) », 8 août 2019.
- M. Jackson, « [Inviolability and the Protest at the Bahraini Embassy](#) », 9 août 2019.
- M. Jovanovic, « [Modern Slavery in the Global Food Market: A Litmus Test for the Proposed Business and Human Rights Treaty](#) », 12 août 2019.
- G. Bitti, « [The Interests of Justice- where does that come from? Part I](#) », 13 août 2019.
- G. Bitti, « [The Interests of Justice- where does that come from? Part II](#) », 14 août 2019.
- O. Bozhenko, « [More on Public International Law and Infectious Diseases: Foundations of the Obligation to Report Epidemic Outbreaks](#) », 15 août 2019.
- N. Gordon and N. Perugini, « [Hospital Bombings: Empirical and Theoretical Fallacies of Those Rejecting a Ban](#) », 16 août 2019.
- M. Zamboni, « [Romeo Castaño v Belgium and the Duty to Cooperate under the ECHR](#) », 19 août 2019.
- M. Hartwig, « [Tanker Games – The Law Behind the Action](#) », 20 août 2019.
- E. Heffes, « [Compliance with IHL by Non-State Armed Groups: Some Practical Reflections at the 70th Anniversary of the 1949 Geneva Conventions](#) », 21 août 2019.
- M.-S. Kuo, « [Living in the Shadow of Flawed Peace: How General International Law Is Implicated in the Trade War between Japan and South Korea](#) », 22 août 2019.
- P. Thielborger and T. Manandhar, « [Bending the Knee or Extending the Hand to Industrial Nations? A Comment on the New Draft Treaty on Business and Human Rights](#) », 23 août 2019.
- N. Tsagourias, « [Electoral Cyber Interference, Self-Determination and the Principle of Non-Intervention in Cyberspace](#) », 26 août 2019.
- G. Ulfstein, « [How International Law Restricts the Use of Military Force in Hormuz](#) », 27 août 2019.
- D. Guilfoyle, « [A Tale of Two Cases: Lessons for the Prosecutor of the International Criminal Court? \(Part I\)](#) », 28 août 2019.
- D. Guilfoyle, « [A Tale of Two Cases: Lessons for the Prosecutor of the International Criminal Court \(Part II\)](#) », 29 août 2019.
- D. Guilfoyle, « [A Tale of Two Cases: Lessons for the Prosecutor of the International Criminal Court \(Part III\)](#) », 30 août 2019.

Embassy Law – Blog

- « [Expanding the Reach of U.S. Courts Abroad](#) », 19 juin 2019.
« [Foreign Sovereign Immunity and forum non conveniens](#) », 22 juin 2019.
« [Judgment Execution Immunity for Diplomatic Property](#) », 12 juillet 2019.
« [SOFA Waiver of Sovereign Immunity?](#) », 12 août 2019.
« [Terrorism Pierces Sovereign Immunity for State Assets](#) », 14 août 2019.

ESIL Reflections- European Society of International Law

- L. De Vito, « [Rethinking the Conservation of Marine Biodiversity beyond National Jurisdiction: From 'Not Undermine' to Ecosystem-Based Governance](#) », 4 juillet 2019.

EU Immigration and Asylum Law and Policy

- E. Guild, « [Amending the Visa Code: Collective Punishment of Visa Nationals?](#) », 10 mai 2019.
K. Pollet, « [All in vain? The fate of EP positions on asylum reform after the European elections](#) », 23 mai 2019.
E. Brouwer, « [Interoperability and Interstate Trust: a Perilous Combination for Fundamental Rights](#) », 11 juin 2019.
N. Vavoula, « [Interoperability of European Centralised Databases: Another Nail in the Coffin of Third-Country Nationals' Privacy?](#) », 8 juillet 2019.
S. Bartolini, « [Return Directive or Criminal Law? The next episode of the series is called Arib](#) », 24 juillet 2019.

EU Law Analysis

- Dr. D. Fernandez-Rojo, « [The Umpteenth Reinforcement of FRONTEX's Operational Tasks: Third Time Lucky?](#) », 4 juin 2019.
P. Johnson, « [Jonathan Sumption's view of human rights makes no sense in relation to the history of gay rights](#) », 8 juin 2019.
B. Bednarowicz, « [The European Labour Authority: a Brand New EU Agency in Bratislava](#) », 17 juin 2019.
J. Burchett, « [CJEU: European Arrest Warrants and independence of public prosecutors](#) », 20 juin 2019.
S. Nicolosi, « [Unfinished Business: The European Parliament in the negotiations for reform of the Common European Asylum System](#) », 23 juin 2019.
A. Antoniou, « [EU General Court rules Adidas' three-stripe trade mark invalid](#) », 24 juin 2019.
A. Aranguiz, « [More majority voting on EU social policy? Assessing the Commission proposal](#) », 26 juin 2019.
L. Pech and S. Platon, « [The beginning of the end for Poland's so-called "judicial reforms"? Some thoughts on the ECJ ruling in Commission v Poland \(Independence of the Supreme Court case\)](#) », 30 juin 2019.

S. Peers, « [Should the EU sanction its Member States for breaches of rule of law and human rights? Part 1: The Legal Framework](#) », 2 juillet 2019.

A. Antoniou, « [Vorsprung durch Technik? Audi scores victory in trade mark appeal before the EU General Court](#) », 16 juillet 2019.

A. S. Reid, « [The Remain Alliance Strikes Back? Background to the legal challenge to the prorogation of Parliament](#) », 15 août 2019.

EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law

S. Bechtel, « [AG Opinion on Case C-411/17 : EIA for Existing Installations and the CJEU's Struggle with International Law](#) », 17 juin 2019

F. van der Eijk, A. Pandita Gunavardana, « [The Road that Divided the EU : Italy Joins China's Belt and Road Initiative](#) », 25 juin 2019

P. Cavaliere, « [AG Opinion on C-18/18 : Towards Private Regulation of Speech Worldwide](#) », 28 juin 2019

M. A. Simonelli, « [Thickening Up Judicial Independence : The ECJ Ruling in Commission v. Poland \(C-618/18\)](#) », 8 juillet 2019

P. Swire, « [The US, China, and Case 311/18 on Standard Contractual Clauses](#) », 15 juillet 2019

C. Alexandraki, « [Refining Transparency and Responsible Investment?: The Case of EIB and Sustainable Finance](#) », 18 juillet 2019

Herbert smith freehills - Public international law blog

A. Cannon, P. Archer, « [International Tribunal for the Law of the Sea Prescribes Provisional Measures Requiring Russia to Release Three Ukrainian Naval Vessels](#) », 26 juin 2019

L. van den Hende, E. White, L. Maly, « [Landmark Ruling on the WTO National Security Exception](#) », 26 juin 2019

A. Cannon, I. Maxwell, D. Chua, V. Naish, B. Young, « [ICSID Releases Updated Rules Proposal and Compendium of State and Public Comments](#) », 16 juillet 2019

Humanitarian LAW & POLICY

V. Kamluk, « [Know your enemy and know yourself : Attribution in the cyber domain](#) », 3 juin 2019

D. van Solinge, « [Digital risks for populations in armed conflict : Five key gaps the humanitarian sector should address](#) », 12 juin 2019

M. DuBois, « [Humanitarian action : The need to scale back, not up](#) », 20 juin 2019

R. Fal, D. Santos, « [Challenging patriarchy : Gender equality and humanitarian principles](#) », 18 juillet 2019

H. Slim, « [The power of Humanity : On being Human now and in the future](#) », 30 juillet 2019

K. Irbah, « [Vincent de Paul : A groundbreaking humanitarian](#) », 14 août 2019

M. Lovold, « [Courage, responsibility and the path towards a world without nuclear weapons : A message to youth](#) », 21 août 2019

International Law Blog

« [Iran-US tensions in view of jus contra bellum : Can threats by Iran or the US trigger the right of self-defence for the other side ?](#) », 13 juin 2019

« [Non-refoulement obligations in the EU-Turkey deal and Italy-Libya Memorandum of Understanding](#) », 20 juin 2019

« [The principle of saving lives at sea : Just a fool's hope](#) », 27 juin 2019

« [Protection of migrants at the borders of law](#) », 4 juillet 2019

« [International legal obligations of States concerning the search for missing migrants : A possible way forward](#) », 18 juillet 2019

« [The ECtHR confronted to a question on "humanitarian visas". An analysis of the pending case M.N. and Others v. Belgium \(n° 3599/18\)](#) », 31 juillet 2019

IntLawGrrls

S. Gilmore, « [Prioritising reparations for conflict-related sexual violence over prosecution and prevention](#) », 19 juin 2019

S. Ochs, « [The failure to protect international law & human rights in the US-China trade talks](#) », 21 juin 2019

L. Davis, « [This is how we won a historic victory for women's and LGBTIQ rights in international law](#) », 26 juin 2019

R. Grey, « [Gender-based crimes : A monumental day for the ICC](#) », 8 juillet 2019

P. Zangeneh, « [Yesterday's Ntaganda judgment and sexual and gender-based violence committed against men and boys](#) », 9 juillet 2019

R. Killean, « [The death of Bother No. 2, the Impact of the death of an appelland and the risks of justice delayed](#) », 5 août 2019

L. Swigart, « [Now you see it, now you don't : Culture at the International Criminal Court](#) », 29 août 2019

Compte tenu du grand nombre de publications parues sur les blogs au cours des mois de juin, juillet et août, nous vous renvoyons vers le site internet des blogs ci-après si vous souhaitez passer en revue les publications susceptibles de vous intéresser :

[Leiden law blog](#)

[Library blog - Peace Palace Library](#)

[North Carolina Journal of International Law and Commercial Regulation - Blog](#)

[MJIL Blog – Blog of Michigan journal of international law](#)

[MJIL Blog – Minnesota Journal of International Law](#)

[Opinio Juris](#)

[OUPblog](#)

[QIL: Questions of International Law, Questions de Droit International, Questioni di Diritto Internazionale](#)

[RefLAW - a project of the University of Michigan Law School](#)

[RLI Blog on Refugee Law and Forced Migration](#)

[Spreading the Jam](#)

[Strasbourg Observers](#)

[The LAW OF NATIONS](#)

[Verfassungsblog](#)

[Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen](#)

Blogs de langue espagnole

Avec la contribution d' d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I

Álvaro Paúl Díaz, [Se presenta caso sobre violacion a periodista](#), 20 août 2019.

Álvaro Paúl Díaz, [Nuevo caso contra Colombia](#), 10 juillet 2019.

Oswaldo Ruiz-Chiriboga, [Corte IDH comienza a publicar informacion sobre el cumplimiento de sus sentencias](#), 1 juillet 2019.